

## DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 11

### CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2019 A 20H00

#### Délibération CT2019/11/05-17 – Modification des secteurs de délégation permanente de l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de Neuilly-Plaisance

**Rapporteur : Claude CAPILLON, Président**

**DATE DE CONVOCATION** : 30 octobre 2019

**PRÉSIDENCE** de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

**PRÉSENTS** : Mmes et MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader (pouvoir à DELORMEAU Christine), BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale (pouvoir à KLEIN Olivier), CADORET Henri, CARBONNELLE Serge, DALLIER Philippe (pouvoir à COPPI Katia), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GUILBERT Georges, HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à TAYEBI Samira), METTEIL Magali (pouvoir à DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud), PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à FICCA Grégory), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à GAUTHIER Christine), THIBAUT Magalie, VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : M. Franck BARTH.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-17-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019



## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

**VU** le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5219-2 et suivants,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 211-2 qui prévoit que « la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, d'un établissement public territorial créé en application de l'article L5219-2 du code général des collectivités territoriales ainsi que celle de la métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain »,

**VU** la délibération CT2017/02/28-09 en date du 28 février 2017 par laquelle le Conseil de territoire a donné délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, dont l'Etablissement public territorial est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme sur l'ensemble des territoires où il est institué, sauf dans les périmètres sur lesquels des délégations permanentes ont été consenties par les communes avant le transfert de la compétence du droit de préemption urbain à l'Etablissement public territorial, ainsi que pour déléguer lui-même l'exercice de ces droits,

**VU** la délibération n°CT2017/09/26-09 en date du 26 septembre 2017 par laquelle le Conseil de territoire a approuvé l'extension de l'application du droit de préemption urbain à toutes les parcelles sises sur le territoire de la commune de Neuilly-Plaisance et classées en zone urbaine (U) par le plan local d'urbanisme approuvé,

**VU** la délibération n°CT2017/09/26-10 en date du 26 septembre 2017 par laquelle le Conseil de territoire a décidé de déléguer à la commune de Neuilly-Plaisance l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que plus largement l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, sur des zones mentionnées sur un plan joint en annexe de ladite délibération,

**VU** la convention d'intervention foncière signée le 28 décembre 2018 entre la commune de Neuilly-Plaisance et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

**CONSIDERANT** que cette convention prévoit un périmètre d'intervention de veille foncière élargi au centre-ville de la commune s'ajoutant au secteur de l'ex RN34 ayant déjà fait l'objet d'une convention avec cet établissement en date du 30 janvier 2014,

**CONSIDERANT** que le périmètre de centre-ville couvert par cette nouvelle convention fait actuellement l'objet d'une délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par l'Etablissement public territorial à la commune de Neuilly-Plaisance,

**CONSIDERANT** qu'au sein de ce périmètre se situe plus particulièrement un îlot, bordé par la rue du Général Leclerc, la rue du Général de Gaulle et l'avenue du Maréchal Foch, où sont implantés l'Hôtel de Ville ainsi qu'un certain nombre de services municipaux,

**CONSIDERANT**, de plus, que deux propriétés privées sont incluses dans cet îlot, faisant partie d'un projet de constructions accompagné d'un réaménagement des espaces publics souhaité par la commune et que ces deux propriétés situées au 56 et au 58 avenue du Maréchal Foch sont par ailleurs inscrites en emplacement réservé au plan local d'urbanisme pour la réalisation d'un parking public,

**CONSIDERANT** qu'afin que l'EPPFIF puisse, si nécessaire, intervenir sur ces deux propriétés privées en exerçant le droit de préemption urbain par délégation de Grand Paris Grand Est, il convient que le

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-17-  
Grand Est, il convient que le  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL**

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •  
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •  
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

périmètre de ces deux terrains bâtis relève de la compétence de l'Etablissement public territorial en sa qualité de titulaire du droit de préemption urbain,

**CONSIDERANT** qu'il convient en conséquence de modifier les secteurs de délégation du droit de préemption urbain accordés à la commune de Neuilly-Plaisance suivant les zones représentées sur le plan joint à la présente délibération,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**DECIDE** de modifier la délégation accordée à la commune de Neuilly-Plaisance de l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, sur les zones intitulées « zone de préemption déléguée à la commune de Neuilly-Plaisance » et représentées sur le plan annexé à la présente délibération.

**DIT** que la délégation consentie au Président par la délibération n°CT2017/02/28-09 du 28 février 2017 demeure applicable sur l'ensemble des secteurs de la commune de Neuilly-Plaisance sur lesquels est institué le droit de préemption urbain, sur les zones intitulées « zone de préemption Établissement public territorial Grand Paris Grand Est » et représentées sur le plan annexé à la présente délibération.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/11/2019.*

Affiché - Notifié le **12 NOV. 2019**

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



**Le Président,**

**Claude CAPILLON**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-17-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019